

COUR DES COMPTES

VOTATION DU 24 SEPTEMBRE 2006

La politisation de l'élection des candidats à cette nouvelle instance est une chance pour nous car elle rend cette élection ouverte. Nous nous devons d'y participer car cette Cour des comptes était déjà notre bébé, il y a dix ans, n'en déplaise à ceux qui prétendent aujourd'hui en usurper la paternité. Notre désir est d'y voir siéger des professionnels, un point, c'est tout !
A la République du laxisme et du copinage, nous préférons celle de la rigueur et du sens des responsabilités.

Depuis plus de 30 ans, un consensus mou gauche-droite a amené notre République au bord du gouffre avec plus de 12 milliards de dettes. Quand HAD a décidé d'y mettre bon ordre, elle a soumis à votation populaire un audit accepté à 51% contre l'avis de tous les partis, et pour cause !

Les affaires qui ont secoué Genève (Poursuites et faillites, Université, Hôpital, Hospice général...), démontrent que l'audit n'a pas été appliqué quand il le fallait, le temps perdu ayant coûté fort cher et démontré le mépris de certains politiques à l'égard des contribuables genevois.

Relevons que la différence entre professionnels et politiciens, c'est que ces derniers ne visent que leur (ré)élection ; après, il est trop tard et l'électorat ne peut "révoquer" les parlementaires qui remplissent mal leur mandat, alors que les professionnels, eux, doivent viser le long terme.

Rappelons qu'un célèbre économiste anglais, lord Keynes, pensait que l'Etat avait un rôle régulateur en bloquant des fonds pendant les années fastes, les libérant pour des investissements publics en périodes austères aux fins de garantir le plein emploi.
Vu l'incompétence de nos édiles, comment imaginer relancer l'économie avec plus de 12 milliards de dettes ?

En conséquence, il est impossible de faire confiance au Parlement actuel et à son Conseil d'Etat; ainsi la Cour des comptes fonctionnerait comme une épée de Damoclès, sous réserve d'une réelle indépendance des magistrats. L'UDC, le MCG, partis entrés récemment au Parlement, ne peuvent être soupçonnés d'avoir participé au naufrage financier de notre République ; avec l'ACC ils ont décidé de faire alliance pour présenter des candidats, professionnels, indépendants et sans appartenance politique.

Aussi, fidèle à sa ligne politique et à ses statuts, le bon sens a conduit HAD à rallier cette alliance afin que cette Cour reflète une représentation réellement indépendante et détachée de la politique des petits copains. Le petit Poucet qu'est HAD vous demande donc de mettre dans l'urne la Liste No 1 ou porter les noms ci-dessous sur la liste officielle neutre pour éviter que les deux grandes ententes de l'échiquier politique, responsables de la déroute financière de la République et Canton de Genève ne fassent main basse sur cette Cour.